



## Séance ordinaire du mardi 14 décembre 2021

L'an deux-mille-vingt-et-un et le quatorze décembre, les membres du Conseil de Métropole, légalement convoqués, se sont assemblés au lieu ordinaire des séances, Salle du Conseil, sous la présidence de Monsieur Michaël DELAFOSSE.

Extrait du registre des délibérations de Montpellier Méditerranée Métropole

Environnement

Nombre de membres en exercice : 92

### Présents :

Michel ASLANIAN, Christian ASSAF, Geniès BALAZUN, Boris BELLANGER, Mathilde BORNE, Renaud CALVAT, Stéphane CHAMPAY, Michaël DELAFOSSE, Brigitte DEVOISSELLE, Fanny DOMBRE-COSTE, Alenka DOULAIN, Maryse FAYE, Jackie GALABRUN-BOULBES, Serge GUISEPPIN, Clare HART, Frédéric LAFFORGUE, Max LEVITA, Eliane LLORET, Isabelle MARSALA, Hervé MARTIN, Jacques MARTINIER, Marie MASSART, Cyril MEUNIER, Julien MIRO, Véronique NEGRET, Yvon PELLET, Eric PENSO, Joël RAYMOND, René REVOL, François RIO, Séverine SAINT-MARTIN, Jean-Luc SAVY, Célia SERRANO, Bernard TRAVIER, François VASQUEZ, Claudine VASSAS MEJRI, Joël VERA.

Absent(es) ayant voté par procuration en application des articles L 2121-20 et L 5211-1 du Code général des collectivités territoriales :

Taslime AKBARALY, Mohed ALTRAD, William ARS, Florence AUBY, Yves BARRAL, Christophe BOURDIN, Véronique BRUNET, Emilie CABELLO, Roger CAIZERGUES, Michel CALVO, Michelle CASSAR, Roger-Yannick CHARTIER, Sébastien COTE, Serge DESSEIGNE, Zohra DIRHOUSI, Abdi EL KANDOUSSI, Hind EMAD, Mylène FOURCADE, Julie FRÊCHE, Régine ILLAIRE, Stéphanie JANNIN, Laurent JAOUL, Guy LAURET, Nathalie LEVY, Sophiane MANSOURIA, Coralie MANTION, Nicole MARIN-KHOURY, Bernard MODOT, Laurent NISON, Clothilde OLLIER, Marie-Delphine PARPILLON, Bruno PATERNOT, Céline PINTARD, Manu REYNAUD, Catherine RIBOT, Jean-Pierre RICO, Anne RIMBERT, Sylvie ROS-ROUART, Philippe SAUREL, Mikel SEBLIN, Charles SULTAN, Radia TIKOUK, Isabelle TOUZARD, Joëlle URBANI, Patricia WEBER.

Absent(es) / Excusé(es) :

Jean-François AUDRIN, Florence BRAU, Bernadette CONTE-ARRANZ, Jean-Noël FOURCADE, Clara GIMENEZ, Jean-Luc MEISSONNIER, Patricia MIRALLES, Séverine MONIN, Arnaud MOYNIER, Agnès SAURAT

## **Environnement - Contrat de Délégation de Service Public relatif à l'exploitation du Marché d'Intérêt National (MIN) - Avenant n°12 - Autorisation de signature**

Monsieur Renaud CALVAT, Premier Vice-Président, rapporte :

Aux termes d'une convention du 23 octobre 1968 approuvée par le Préfet de l'Hérault le 26 novembre 1968, la Ville de Montpellier a concédé à la Société d'Economie Mixte du Marché d'Intérêt National de Montpellier (SOMIMON), la gestion et l'exécution des travaux d'extension du Marché d'Intérêt National (MIN) de Montpellier dans le cadre d'une Délégation de Service Public (DSP).

Suivants les délibérations en date du 22 octobre 2002 et du 20 mai 2003, la Ville de Montpellier a transféré le MIN à la Communauté d'agglomération devenue Montpellier Méditerranée Métropole. Cette convention, modifiée depuis par onze avenants, arrive à expiration le 31 décembre 2028.

L'avenant 10 engageait la SOMIMON sur un plan d'investissement pluriannuel 2018-2020 à hauteur de 1,769 M€. Considérant que ces investissements ne pourraient être amortis sur la durée restant à courir de la concession, le concessionnaire devait être indemnisé de leur valeur nette comptable en fin de concession déduction faite des subventions reçues sur les projets d'investissements. Cette indemnisation s'élevait à 578 K€.

Le plan d'investissement ayant expiré, le présent avenant 12 a pour objet de le clôturer et de préciser le montant de l'indemnité due par la Métropole à la SOMIMON. Cet avenant 12 a également pour objet de définir un nouveau plan d'investissement porté par la SOMIMON en attendant la définition précise du projet global de modernisation du MIN.

Le MIN continue en effet de fonctionner et doit répondre à des besoins à courts termes. D'une part, il est primordial que les entreprises déjà installées puissent continuer leur activité économique dans le respect des normes de sécurité et de préservation de l'environnement.

D'autre part, ces entreprises présentent des besoins spécifiques en terme de logistique et de rénovation des installations auxquels le MIN doit répondre afin de préserver son attractivité.

Enfin, il est fondamental de faire concorder les aménagements du MIN avec les ambitions de la Collectivité (mobilité, développement durable, autonomie agricole et alimentaire du territoire, relance par l'emploi relocalisé et développement économique).

La SOMIMON a ainsi pour projet d'agrandir le pôle transformation du MIN par la restructuration du bâtiment principal et la création de nouveaux ateliers et bureaux dans un deuxième bâtiment. Une douzaine d'ateliers collectifs ou privés, de taille modulable (entre 60 et 300 m²) seront construits pour répondre aux demandes et à l'évolutivité des entreprises.

Les bureaux pourront accueillir les entreprises du pôle, une structure d'accompagnement type pépinière, une zone de co-working ou encore des salles de réunions.

Ce projet d'extension sera complété par la location de centrales frigorifiques en attendant le dimensionnement des besoins énergétiques du futur MIN. En sus de l'extension du pôle de transformation, des investissements de mises aux normes et de productivité pour les entreprises sont nécessaires.

Ces travaux d'aménagement sont proposés afin de maintenir l'attractivité du MIN :

- Création d'un local de charge ;
- Intensification des efforts faits quant au tri sélectif ;
- Réaménagement des cases nouvellement libérées pour correspondre la demande.

L'avenant proposé modifie également le portage financier de ces nouveaux investissements afin de permettre à la SOMIMON de continuer à exploiter convenablement ses activités, tout en améliorant le site existant.

Ces investissements s'inscrivent par ailleurs dans les grands objectifs souhaités pour le futur projet de modernisation et d'extension du MIN de Montpellier.

La SOMIMON doit donc faire face à un nouveau besoin d'investissement pour une enveloppe de 4.112 M€ alors que la durée restante de la DSP (7 ans) ne lui permet pas d'amortir la totalité de ces investissements.

A ce titre, un plan d'investissement portant sur une valeur de 4.112 M€ est accepté par les parties dans le cadre du présent avenant, sur la base duquel la Métropole s'engage à racheter la Valeur Nette Comptable (VNC) au concessionnaire au terme du contrat de DSP pour un coût estimé à 2 580 K€.

Le concessionnaire s'engage en outre à rechercher toute subvention possible dans le cadre des investissements réalisés, et à les déduire de la valeur de rachat par la Métropole.

Ces travaux étant nécessaires, il convient de conclure un avenant n°12 sur le fondement des articles L.3135-1 et R.3135-2 du Code de la commande publique. La Commission de Délégation de Service Public a été consultée le 30 novembre 2021 conformément à l'article L.1411-6 du Code Général des Collectivités Territoriales.

**En conséquence il est proposé au Conseil de Métropole :**

- D'approuver les termes de l'avenant 12 au contrat de délégation de service public relatif à l'exploitation du MIN ;
- D'autoriser Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole, ou son représentant, à signer l'avenant ainsi que tout document relatif à cette affaire.

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité des voix exprimées.

Pour : 69 voix

Contre : 0 voix

Abstention : 0 voix

Ne prennent pas part au vote : 13 voix

M. Michel ASLANIAN, M. Roger-Yannick CHARTIER, M. Sébastien COTE, M. Michaël DELAFOSSE, Mme Hind EMAD, Mme Jackie GALABRUN-BOULBES, M. Laurent JAOUL, M. Guy LAURET, Mme Marie MASSART, M. Laurent NISON, M. Manu REYNAUD, Mme Catherine RIBOT, Mme Radia TIKOUK.

Fait à Montpellier, le 20/12/21

Pour extrait conforme,  
Pour Monsieur Le Président absent

**Monsieur Le Premier Vice-  
Président**

**Signé.**

**Renaud CALVAT**

Publiée le : 21 décembre 2021

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

034-243400017-20211214-164480-DE-1-1

Acte Certifié exécutoire :

Réception en Préfecture : 21/12/21

**Liste des annexes transmises en préfecture:**

- Avenant 12 - CONVENTION DE GESTION ET D'EXTENSION DU MIN DE MONTPELLIER
- Annexe 1 - Synthèse des investissements réalisés avenant 10 (en VB et VNC)
- Annexe 2 - Synthèse pluriannuelle des VNC des investissements – période 2022-2028
- Annexe 3 - Plans du projet d'extension du pôle transformation
- Annexe 4 - Compte de résultat prévisionnel global (en K€) – période 2022-2028

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent acte peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.